



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/558
S/1998/1013
29 octobre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 62 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 29 octobre 1998, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre, datée du 28 octobre 1998, que vous adresse le représentant de la République turque de Chypre-Nord, M. Aytuğ Plümer (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 28 octobre 1998, adressée au Secrétaire général
par le représentant de la République turque de Chypre-Nord

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration que le représentant chypriote grec, agissant en sa qualité usurpée de "représentant de Chypre", a faite au cours du débat général sur le désarmement à la 12e séance de la Première Commission, tenue le 21 octobre 1998, et dans laquelle figurent des allégations qui déforment complètement la nature de la question de Chypre.

Le représentant chypriote grec qualifie d'"invasion" et d'"occupation" l'intervention turque légitime à Chypre. Je tiens à lui rappeler que la seule occupation à Chypre est l'usurpation et l'occupation continue par la partie chypriote grecque, depuis 35 ans, du siège du Gouvernement de la République binationale de Chypre, fondée sur le partenariat en vertu des traités de 1960.

En rappelant les événements des années 1964 et 1974, le représentant chypriote grec omet de mentionner que c'est l'attaque armée que les Chypriotes grecs ont lancée en 1963 contre le peuple chypriote turc et l'ordre binational fondé sur le partenariat qui a entraîné la division de l'île. Il ne mentionne pas non plus la campagne systématique de nettoyage ethnique dont le peuple chypriote turc a été victime jusqu'en 1974, la Turquie ayant alors décidé d'intervenir en invoquant ses droits et obligations prévus par le Traité de garantie de 1960, au lendemain d'un coup d'État sanglant organisé par la Grèce et ses collaborateurs à Chypre. La présence de la Turquie à Chypre-Nord, en tant que puissance garante, est indispensable au règlement pacifique du problème, comme en témoignent la paix et la stabilité que les forces de paix turques ont réussi à maintenir sur l'île au cours des 24 dernières années en décourageant toute agression de la part des Grecs et des Chypriotes grecs.

En essayant de marginaliser la partie chypriote turque, le représentant chypriote grec semble oublier que, dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général, son partenaire dans les négociations est la partie chypriote turque. En outre, bien que la partie chypriote grecque ait usurpé le titre de "Gouvernement de Chypre", le peuple chypriote turc, représenté par la République turque de Chypre-Nord, est tout aussi souverain à Chypre. Le régime chypriote grec usurpateur ou ses représentants n'ont pas le droit de mettre en doute la légalité de la République turque de Chypre-Nord, État indépendant créé par la volonté librement et démocratiquement exprimée du peuple chypriote turc.

En ce qui concerne la référence du représentant chypriote grec à la prétendue "proposition de démilitarisation" faite par le dirigeant chypriote grec, M. Glafkos Clerides, je tiens à appeler l'attention sur l'incohérence patente de la proposition de l'administration chypriote grecque, qui, d'une part, poursuit une active campagne de militarisation conformément à sa politique de l'escalade et, d'autre part, prétend favoriser la démilitarisation. Depuis l'établissement de la Doctrine militaire conjointe avec la Grèce en 1993, l'administration chypriote grecque a entrepris une campagne sans précédent de renforcement de son arsenal et de ses forces armées, notamment en achetant le système de missiles S-300, qui est très perfectionné, en violation des résolutions successives du Conseil de sécurité concernant Chypre. Avec la

/...

construction et l'inauguration de la base aérienne de Paphos et la poursuite de la construction d'une base navale à Zyghi destinée à être utilisée par les forces armées grecques, Chypre-Sud s'est effectivement transformée en un avant-poste militaire de la Grèce.

Il est particulièrement paradoxal que le représentant chypriote grec ait lancé son appel en faveur de la démilitarisation et de l'atténuation des tensions sur l'île au moment, voire le jour même, où la Garde nationale chypriote grecque, appuyée par des unités de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air grecques, exécutait des manoeuvres militaires provocatrices, sous le code Nikiforos/Toxotis-98, à Chypre-Sud et dans ses environs.

Enfin, il conviendrait de souligner que, si la partie chypriote grecque souhaite vraiment maintenir la sécurité à Chypre, elle devrait d'abord accepter l'application du train de mesures élaborées par l'ONU afin de réduire la tension le long de la frontière, comme le réclame le Conseil de sécurité dans ses résolutions successives sur Chypre. De même, si la partie chypriote grecque tient à établir une relation de confiance et de coopération entre les deux États, ses dirigeants se doivent de reconnaître la réalité de la situation sur l'île. Jusqu'ici, tout porte à croire que la partie chypriote grecque préfère s'accrocher à son titre usurpé de "Gouvernement de Chypre", plutôt que de chercher à parvenir à un règlement fondé sur le partenariat avec la partie chypriote turque.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
